

COLLOQUE ANNUEL INTER-MASTERS ÉDITION 2020

PROGRAMME

L'ARMÉE ET LA NATION

*Reconfigurations des espaces,
pratiques et relations*

CAMPUS CONDORCET

Paris - Aubervilliers

Centre de colloques

Auditorium 250

Place du Front Populaire, 93210 Saint-Denis

Accueil du public à partir de 8h45.



« Aux Invalides, la nation a rendu hommage aux 13 militaires morts pour la France au Mali. » Source : Ministère des Armées, 02/12/2019. Crédits : V. Besnard / ECPAD.

En 1882, dans une conférence traitant de la nation, Ernest Renan jetait les fondements d'une construction sociale de la nation reposant sur des idéaux-types hérités de trajectoires historiques et politiques. L'un, allemand, repose sur une vision objective de la nation, tandis que l'autre, français, se comprend comme une communauté de valeurs et la volonté de vivre ensemble. À la fin du XXe siècle, le recours à la définition de « nation » de Benedict Anderson comme communauté politique imaginée, structurée par des

valeurs et des imaginaires, eux-mêmes construits, permet de sortir de cette dualité. Prenant lui aussi ses distances avec les types idéaux fondateurs, Gérard Noiriel affirme qu'il n'existe pas de critère de définition absolu de la nation. L'État-nation, aujourd'hui hégémonique comme forme d'organisation des sociétés contemporaines, n'est qu'une modalité d'affirmation de la nation et n'est en rien naturel : le sentiment d'appartenance nationale participe de la création de l'État qui, lui-même, contribue à la perpétuation de ce sentiment sur lequel il repose, par le biais d'institutions comme la langue, l'école ou encore l'armée comme l'a montré Eugen Weber. Du

mythe du citoyen-soldat en 1792 au service militaire obligatoire de la III^e République, notre histoire récente témoigne du lien entre l'institution militaire et le développement de l'État moderne et de la nation française. L'armée devient alors le symbole et l'instrument de la défense de la nation tout en étant le creuset de celle-ci. En France, un lien historique très fort influe également sur les représentations sociales de l'armée comme l'atteste le passage dans le langage politique, depuis la fin du XX^e siècle, d'une expression symbolique issue de l'institution militaire : le « lien armée-nation ».

Au moment de la guerre du Golfe, François Mitterrand refusa d'envoyer des appelés au combat. Émerge alors l'idée de la nécessité d'une armée professionnelle en France. Dans une nouvelle perspective de gestion publique, des arguments administratifs et budgétaires furent également mis en avant : l'entraînement des appelés était coûteux et des rapports avaient montré que la conscription et l'armée avaient perdu en efficacité et en pertinence dans leur fonction d'intégration sociale. Alors que la plupart des élites politico-militaires avait proposé un modèle d'armée mixte ou une réforme de la conscription sous une forme civile, Jacques Chirac imposa une professionnalisation complète des armées ayant pour conséquences une diminution drastique des effectifs, une perte de sens pour les armées et enfin un éloignement social vis-à-vis du reste de la nation. Depuis la fin effective du service national en 2002, les armées ont dû apprendre à fonctionner autrement afin d'entretenir leur visibilité et de conserver leur attractivité auprès de la nation. Les attentats de 2015, et dans la foulée le plan Vigipirate consolidé et l'opération Sentinelle, ont bouleversé ces nouvelles dynamiques puisque les armées n'ont jamais autant agi qu'aujourd'hui sur le territoire national. Tant le projet du service national universel, que la gestion du Covid-19 à travers l'opération Résilience, montrent le renouvellement de la présence des armées dans le quotidien des Français et leur utilisation par le pouvoir politique comme facteur de cohésion nationale. Si cet historique concerne spécifiquement la France, la dynamique de professionnalisation des armées est européenne, voire occidentale, et ces questions liant l'armée et la nation restent pertinentes pour l'ensemble des sociétés.

Face à ces bouleversements, qu'en est-il aujourd'hui du « lien armée-nation » ? Quelle est la place de l'armée dans la construction de la citoyenneté et du sentiment d'appartenance nationale ? Quels imaginaires sont mobilisés pour mobiliser les Hommes ? Quand le front se dilue, comment l'armée défend-t-elle la nation ? Comment le « lien armée-nation » est-il construit dans des situations où il existe une pluralité de forces armées ?

9h15-9h30 – Introduction

« Pourquoi la mobilisation d'août 1914 n'est pas une levée en masse »

Introduction du colloque par notre invité d'honneur **N. MARIOT**, politiste et historien, Directeur de recherche au *Centre européen de sociologie et de science politique* (CESSP).

9h30-11h10 – Table ronde 1

Le rôle de l'armée dans la construction de la citoyenneté et du sentiment d'appartenance nationale

Si l'État-nation français tel que nous le connaissons s'est construit grâce à la figure mythique du soldat-citoyen depuis la Révolution française, la suspension du service national en 1997 et la professionnalisation de l'armée française nous amènent aujourd'hui à réinterroger le rôle de l'armée dans la construction de la citoyenneté et du sentiment national. À travers l'histoire, l'armée façonne aussi les figures de l'autre (celles du colonisé, de l'étranger, du mercenaire, du légionnaire) dont le rôle dans la construction de la nation mérite d'être éclairé. Il s'agit donc d'interroger ici l'armée en tant qu'institution qui façonne les individus et les soldats, dans une perspective socio-historique, en portant l'attention sur certaines politiques publiques récemment mises en œuvre par le gouvernement français.

« *Au service de la France: une jeunesse engagée pour l'intérêt général* » Intervention de F. IHADDADENE, Docteure en sociologie, chercheuse rattachée à l'IDHES - *Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société*.

« *Citoyenneté, nation et armée en France et en Allemagne, fin XVIIIe et début XIXe siècle* » Intervention de T. HIPPLER, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Caen Normandie.

« *Armée et citoyenneté: aux sources de la Nation française de la Révolution française à 1914* » Intervention de W. BRUYERE-OSTELLS, historien, Maître de conférences à Sciences-Po Aix.

Discussion animée par C. HOUOT, doctorante en Histoire à l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne.

11h10-11h30 – Pause-café

11h30-13h – Table ronde 2

La fabrique des représentations sociales de l'armée

L'État, aspirant au monopole de la violence légitime, s'est construit comme une institution prête à mener et gagner une guerre. Des armées ont été levées pour défendre les États en construction. Il fallait convaincre des hommes de prendre le risque de combattre et de mourir pour d'autres, pour une institution. L'argent a longtemps été le seul moyen de convaincre les mercenaires. L'invention du soldat-citoyen a permis à l'État de coupler la rétribution financière à une injonction morale et sociale. Pour rassembler ses soldats, l'État doit être capable de les mobiliser autour de l'idée de nation. L'« appel sous le drapeau » illustre le recours à des symboles fédérateurs pour convaincre les Hommes. L'État mène de concert la construction et

la mobilisation de deux imaginaires : celui de la nation et de son organe combattant, l'armée. La construction de ces imaginaires nécessite l'utilisation d'éléments identificatoires, symbolisant le « lien armée-nation » : les monuments aux morts « pour la Patrie », la communication de l'armée, la mémoire des victimes et des héros, qui permettent de « faire nation ». L'armée cherche à parler aux civils, en rappelant l'appartenance commune à la nation. La figure du soldat est soumise à un double impératif émanant de l'armée : être à la fois un héros et un citoyen comme les autres. Ce discours est livré à l'interprétation de la population qui le reçoit. Si l'armée cherche à produire un imaginaire militaire national et fédérateur, la réception différenciée de ce discours contribue à forger des représentations sociales de l'armée concurrentes. Chaque vecteur et chaque réception de ce discours participe à la fabrique des représentations sociales de l'armée.

« De la professionnalisation à l'après-2015, les ambiguïtés de la représentation du militaire français : entre banalisation et survalorisation » Intervention de B. CHERON, chargée de cours à l'Institut Catholique de Paris, chercheure associée au Sorbonne - *Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe* (SIRICE).

« L'armée française au Rwanda et en ex-Yougoslavie: des officiers dans le débat public » Intervention de M. BEAUFILS, doctorante en Science Politique au sein de l'Institut des Sciences sociales du Politique (ISP) et de l'Université Picardie Jules Verne.

« Le lien Armée-Nation : retours sur une expression et les réalités associées » Intervention de C. WEBER, sociologue, Docteur en ethnologie, Maître de conférences en sociologie aux Écoles de Saint-Cyr, chercheur associé au Centre de Recherche des Ecoles de Coëtquidan (CREC), et au Centre Interdisciplinaire d'Analyse des Processus Humains et Sociaux (CIAPHS) de l'Université Rennes 2.

Discussion animée par A. SILVA DA CRUZ, doctorant en Histoire à l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne.

13h-14h30 – Pause-déjeuner

14h30-15h55 – Table ronde 3

Le « lien armée-nation » à l'épreuve d'une nouvelle spatialité des conflits

Les armées contemporaines sont confrontées à une évolution des formes de la conflictualité. Le glissement sémantique de la « guerre » au « conflit » ou à la « crise » illustre la difficulté à concevoir ces « nouvelles » formes. Si l'asymétrie ou le terrorisme ne datent pas du XXe siècle, la nouveauté réside dans le fait que leur hybridation induit une évolution dans la gestion de ces conflits par les armées. Ces nouvelles formes sont associées à de nouveaux espaces de conflictualité. Dans un contexte mondialisé, les conflits interétatiques laissent à la fois place à des conflits trans- et intra-étatiques, dont les répercussions ne peuvent être circonscrites à un seul territoire. L'apparition du cyberspace comme nouvel espace de conflit

contribue à cette déterritorialisation. Le territoire à défendre, à contrôler devient difficilement délimitable. Cette déterritorialisation s'accompagne d'une redéfinition de l'espace dans lequel évoluent les armées. La tentative de constitution d'une défense européenne participe de cette tentative de redéfinition. Parallèlement, l'existence de menaces hybrides contribue à un retour de l'intervention militaire sur le territoire national et à une militarisation de l'exercice du maintien de l'ordre. D'une part, les éléments de doctrine militaire se déploient dans l'espace national (opération Sentinelle), notamment urbain. D'autre part, les modalités d'engagement des forces armées sur le territoire national ainsi que les conditions d'emploi de la force évoluent, dans le contexte de la « lutte anti-terroriste ». Le « lien armée-nation » peut être questionné à l'aune de ces évolutions. D'outil de défense de l'intégrité du territoire – matérialisation de la nation –, l'armée tend à devenir outil de contrôle de l'intégralité du territoire. L'armée investit alors des espaces nouveaux, publics et privés, physiques et virtuels, lointains et intimes, et doit légitimer cette immixtion.

« *Vingt ans de guerre mondiale contre le terrorisme : enseignements et perspectives* » Intervention d'E. TENENBAUM, chercheur au *Centre des Études de Sécurité* de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), coordinateur du *Laboratoire de Recherche sur la Défense* (LRD).

« *La participation des forces armées à la sécurité intérieure : de quel droit ?* » Intervention d'O. RENAUDIE, Professeur de droit public à l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, référent Sécurité – Défense de l'Université.

(*Sous réserve*) « *La géographie militaire au service de la nation depuis le XIXe siècle* » Intervention de P. BOULANGER, Professeur de géographie à Sorbonne Université.

Discussion animée par C. BÔMONT, doctorante en géographie à l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, chercheuse associée au CREC.

15h55-16h10 – Pause-café

16h10-17h30 – Table ronde 4

Pluralité de groupes armés et cohésion nationale

Tout en considérant l'armée comme un dispositif de pouvoir, nous souhaitons étendre nos questionnements à l'articulation entre pluralité de groupes armés et cohésion nationale. Si l'État moderne a été défini comme le détenteur de la violence physique légitime et contribue à la perpétuation du sentiment national, comment penser le « lien armée-nation » face à une pluralité de groupes armés quand coexistent armées, groupes armés non étatiques (milices, guérillas) ou forces des opérations de maintien de la paix ? Les groupes armés non étatiques entretiennent des relations complexes avec les États. Certaines études permettent parfois de les définir comme des relais des puissances publiques au niveau local. Il s'agira alors dans le cadre de ce panel de

s'interroger sur le devenir de la ou des nations dans des contextes où plusieurs acteurs membres de groupes armés s'affrontent ou coexistent. Comment la nation est-elle pensée dans une situation de contestation du pouvoir étatique ou de guerre civile ? Quels liens entretiennent armée(s), nation(s) et populations lorsque l'armée étatique est recomposée à la suite d'une intervention internationale ou la conclusion d'accords de paix ?

(Sous réserve) « Predators, protectors and patriots: the congruence of civil-military and civil-rebel relations in eastern DR Congo » Intervention de J. VERWEIJEN, Maître de conférence en Relations internationales et chercheuse associée au *Department of Politics and International Relations* de l'Université de Sheffield.

« Insurrection et contre-insurrection durant la guerre en Syrie (2011-2020) » Intervention de F. BALANCHE, Maître de conférence en géographie à l'Université Lyon 2, chercheur au *Washington Institute for Near East Policy*.

(Sous réserve) « Les relations armée-nation mises à l'épreuve par la tentative du coup d'Etat du 15 juillet 2016 en Turquie » Intervention de S. KAYA, post-doctorante au *Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBaC)*, à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

(Sous réserve) Intervention de R. LE COUR GRANDMAISON, doctorant en Science politique à l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, Président et co-fondateur de Noria.

Discussion animée par O. GROJEAN, Maître de conférence en Science politique à l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, chercheur au CESSP.

17h30-18h – Conclusion

Comité d'organisation

ADAM Pauline (<i>pauline.adam@etu.univ-paris1.fr</i>)	M2 Science politique parcours Relations internationales – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
FOIGNET Alice (<i>foignet.reynaud@gmail.com</i>)	M2 Géopolitique – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Ecole Normale Supérieure Ulm
GREGOIRE Alice (<i>amtm.gregoire@gmail.com</i>)	M2 Science politique parcours Etudes africaines et méditerranéennes – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
GROC Benjamin (<i>benjamin.groc@etu.univ-paris1.fr</i>)	M2 Science politique parcours Relations internationales – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
KHEIR Loubna (<i>loubna.kheir@outlook.fr</i>)	M2 Science politique parcours Relations internationales – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
MAURICE Wandrille (<i>wandrille@gmail.com</i>)	M2 Géopolitique – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Ecole Normale Supérieure Ulm Ecole Normale Supérieure Lyon
MIROUFLE Hugo (<i>hugo.miroufle@gmail.com</i>)	M2 Science Politique parcours Sociologie et Institutions du Politique – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne M2 Histoire des sociétés occidentales contemporaines – Centre d'Histoire sociale des mondes contemporains
PESCE Léo (<i>leo.pesce@wanadoo.fr</i>)	M2 Géopolitique – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Ecole Normale Supérieure Ulm
PHILIPPE Clara (<i>clara.philippe.hubscher@gmail.com</i>)	M2 Science politique parcours Relations internationales – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne